



## Termes de référence pour un/e Coordinateur /trice de projet

- **NOM DU POSTE :** Coordinateur/trice de projet
- **INTITULÉ DE L'INTERVENTION :**  
Promotion de l'accès équitable à la justice et de la réinsertion socioprofessionnelle des personnes privées de liberté en situation préventives sans ressources en Mauritanie.
- **ZONE GÉOGRAPHIQUE :** Nouakchott, Mauritanie.
- **CONTEXTE :**

La Justice gratuite et de proximité et une notion peu développée en Mauritanie. Dans ce pays, les justiciables trouvent vraiment difficile le recours à une aide judiciaire tout d'abord et, éventuellement, à une assistance juridique gratuite. Même s'il existe un cadre juridique qui la prend en compte (comme ce sera détaillé plus tard), l'Etat n'a pas encore réellement développé les mécanismes opérationnels et budgétaires pour sa mise en œuvre.

Le projet prétend mettre en place un  **système pilote gratuit d'aide judiciaire et assistance juridique** implémenté par l'Association Mauritanienne de Femmes Juristes. Pour ce faire, le système sera testé pendant les 2 ans du projet dans 3 des quartiers où vivent les populations les plus défavorisées de Nouakchott. 3 Points d'Accès aux Droits y seront implantés (1 par quartier), ayant comme ressources humaines des femmes juristes, avec possibilité de recours à une avocate dès que nécessaire. Il est prévu que les avocates réalisent des visites dans la prison de Dar Naïm ainsi que dans la prison des femmes, pour accélérer (voir débloquer) la situation de certaines personnes dont le dossier est retardé ou reste oublié en raison d'un manque de suivi légal.

Un autre domaine que le projet veut aborder est la réinsertion socioprofessionnelle des personnes privées de liberté. En améliorant les connaissances judiciaires et l'accès à la défense, nous cherchons à éviter l'entrée en prison (ou la permanence prolongée) des personnes (hommes et femmes) qui ont commis des délits mineurs ou d'une importance relative. Mais l'amélioration des connaissances n'étant pas suffisant pour accomplir cet objectif de réinsertion, le projet appuiera la participation des détenus en situation préventive à un  **Plan de Réinsertion Sociale, initié sur une formation technique et professionnelle** (dans un des 5 modules formatifs proposés dans différentes filières innovantes et inclusives du genre) pendant le temps de privation de liberté. Il est important de souligner que le Plan sera surtout basé sur le suivi de l'insertion socioprofessionnelle à la sortie du temps de privation de liberté, de chaque personne qui termine le cycle de formation proposé. Cette insertion sera imprégnée par des mesures et actions positives de genre pour assurer des possibilités d'insertion équitables pour hommes et femmes. Le projet combattra ainsi la surpopulation carcérale et la récidive au crime de personnes potentiellement à risque.

Finalement, comme déjà mentionné, le projet propose un volet transversal qui **cherche la connaissance et reconnaissance de la participation active des femmes dans l'organisation de la Justice** et qui travaillera pour son entrée dans l'agenda des autorités compétentes. Il existe une faible présence et participation des femmes dans la chaîne judiciaire en raison des barrières socioculturelles, souvent fondées sur des affirmations et catégorisations socialement et culturellement questionnables. L'existence de seulement 2 femmes juges dans tout le pays (0,007% du total des magistrats) montre la difficulté d'accès des femmes aux concours de la magistrature. Le nombre de femmes avocates est aussi beaucoup plus en dessous de celui des hommes (la difficulté de trouver des statistiques objectives est significative aussi). L'absence des femmes avocates dans les cabinets les plus prestigieux du pays et dans la sphère publique est remarquable. Il est également constaté que les femmes sont absentes des postes de régisseur de prison et des membres de la Garde Nationale, corps militaire chargé de la sécurité des prisons, y compris les prisons destinées exclusivement aux femmes.

Parallèlement, certains sujets spécifiquement liés à l'accès à la Justice des femmes seront définis, décidés et traités pendant les 2 années du projet, à travers la relation permanente de l'Association Mauritanienne des Femmes Juristes avec ses homologues du Sénégal et du Maroc. Parmi ces sujets, la pertinence de l'adoption des peines alternatives pour les femmes et mineurs à travers des mesures adaptées au contexte mauritanien sera priorisée par le projet à travers une étude de possibilités. Aussi, la question de la coordination avec d'autres acteurs nationaux et internationaux intéressés par le sujet, sera au centre de l'action pour l'adoption et la mise en œuvre d'actions de plaidoyer conjointes.

**DÉLAI D'EXÉCUTION** : 24 mois

## **TÂCHES DU/DE LA COORDINATEUR/TRICE DE PROJET**

### **1** *Coordination d'acteurs*

- Coordonne les actions des acteurs intervenant dans le projet, ONG locales et Caritas
- Suit les engagements contractuels de ces acteurs de la société civile, avec Caritas et les organismes d'accompagnement du projet (SCAC et AECID)

### **2** *Mise en œuvre du projet*

- Réalise le suivi technique et financier du projet dans le cadre défini (cadre logique, chronogramme, budget)
- Fait le suivi spécifique des formations
- Etablit un plan individualisé d'insertion
- Gère les dépenses suivant le budget approuvé et les normes applicables par l'AECID et le SCAC
- Rédige les rapports de suivi suivant le format approuvé et les indicateurs prévus
- Supervise la préparation des rapports financiers (avec 1 gestionnaire comptable)
- Applique les procédures administratives et de gestion de Caritas Mauritanie et de ses partenaires financiers

### **3** *Relations institutionnelles*

- Etablit et suit les contacts avec les partenaires techniques (DAPAP, DFP, DEM), dont la participation est requise pour l'atteinte des résultats, en coordination avec les services de Caritas.
- Veille à ce que l'information et la communication avec les acteurs institutionnels, Caritas, les partenaires financiers et les partenaires du projet soit fluide et continue

#### **4 Relations avec les partenaires financiers**

- Assure et anime les contacts avec les services de la Coopération Espagnole et de la Coopération Française, qui ont un rôle actif de suivi et d'accompagnement
- Prépare la validation desancements d'activités auprès de ces partenaires et de la Direction de Caritas
- Prépare les séances des Comités de pilotage
- Prépare et Anime les Comités de suivi

#### **COMPETENCES ATTENDUES**

- Expérience prouvée en matière d'insertion socio professionnelle et de travail social
- Expérience prouvée dans les questions d'équité et d'égalité de Genre
- Bonne connaissance des Droits humains et de leur approche dans le domaine des projets de coopération internationale
- Connaissance des stratégies nationales en matière de justice et d'égalité de genre
- Connaissance de la société civile mauritanienne et de travail multi acteurs
- Expérience de la gestion de projet avec des partenaires de la coopération internationale
- Personnalité dynamique
- Esprit d'ouverture
- Capacité de travail en équipe
- Bonne connaissance de la langue française et de l'arabe
- La connaissance des langues nationales serait un atout

**RESPONSABLE HIERARCHIQUE :** Contrat de salarié à durée déterminée 12 mois renouvelable, avec Caritas Mauritanie

#### **MODALITES DE CANDIDATURE :**

Envoyer votre dossier (lettre de motivation, CV, copie de diplômes, contacts de référence) :

- à l'adresse suivante : Caritas Mauritanie, service RH, BP 515, Nouakchott
- ou par courrier électronique à l'adresse [recrutementcaritasmauritanie@gmail.com](mailto:recrutementcaritasmauritanie@gmail.com)
- ou par dépôt au secrétariat de Caritas, ilot D36, de 8h00 à 17h00 (vendredi de 8h00 à 12h00)

Délai de candidature : à déposer au **pluttard le 27 Novembre 2018 à 17H00.**

Seules les candidatures complètes et correspondant au profil du candidat recherché seront étudiées.